

JAB
case postale 151
1211 Genève 8

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSSA

n°99 - automne 2013

Aux urnes, citoyen·ne·s :
Oui à l'abrogation du
service militaire obligatoire
le 22 septembre



Éditorial

Cher lecteur, chère lectrice,

Le journal que vous avez entre les mains est un numéro spécialement conçu et produit en commun avec nos collègues de Suisse allemande en vue de la votation du 22 septembre prochain.

Il n'est guère surprenant de constater que les adversaires les plus actifs et acharnés contre cette initiative se trouvent parmi la droite national-conservatrice (l'UDC) et la Société Suisse des Officiers.

Dans son discours du premier août, le président de la Confédération Ueli Maurer a rappelé clairement la vision de la Suisse de cette droite nationaliste : nous nous trouvons comme le petit David entourés par le grand méchant Goliath. Nous devons nous unir pour défendre notre petit îlot de bien-être face aux convoitises de nos voisins proches et lointains, qui envient notre bonheur et nos richesses. L'armée de conscription, avec des effectifs quatre à cinq fois plus nombreux que ceux des armées des pays européens de taille comparable, est le corollaire indispensable à cette vision de la Suisse et du monde qui n'a pas changé d'un iota ni depuis la seconde guerre mondiale ni après la fin de la guerre froide. Une armée « forte et crédible », « ciment de la nation » capable de défendre le territoire national face à des menaces qui peuvent se concrétiser en tout moment.

Un OUI à l'initiative pour l'abrogation du service militaire obligatoirement permettrait à des milliers de jeunes hommes de ne plus subir le joug militaire. Par conséquent, l'initiative mérite le plein engagement des membres et sympathisant-e-s du GSsA. Le cahier spécial « Conscription » figurant à l'intérieur de ce journal expose les arguments en faveur de l'initiative.

Malgré le rejet par le peuple des deux dernières initiatives du GSsA – « Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre » et « Pour la protection face à la violence des armes », le gouvernement et le parlement ont toutefois dû répondre à la pression de l'opinion publique et, ainsi, adopter des lois plus strictes allant dans notre sens.

L'article en page sept de ce journal montre que ce qui a été réalisé est une nouvelle fois menacé par le lobby de la défense.

Pour l'équipe de rédaction
Tobia Schnebli et Felix Birchler

RÉSEAU EUROPÉEN CONTRE LE COMMERCE DES ARMES

Le Centre de l'antimilitarisme

A l'initiative du GSsA de Zurich, le centre européen de lutte contre le militarisme s'est réuni pendant trois jours au mois de juin dernier. Des militants de dix pays se sont retrouvés, afin d'élaborer des stratégies contre le commerce international des armes.

Par Adi Feller et Andreas Weibel

Le GSsA n'a pas seulement une portée nationale mais également internationale, afin de militer en faveur d'un meilleur contrôle du commerce des armes au niveau mondial. Cela fait donc plusieurs années que le GSsA s'engage au niveau européen auprès du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT). Mi-juin, plusieurs organisations membres de ce réseau ont pris part au colloque organisé par le GSsA à Zurich, afin de discuter des derniers développements dans leurs pays et de discuter des différentes stratégies pour faire face à l'industrie de la défense. Grâce à l'intermédiaire du GSsA, plusieurs militants d'Europe de l'Est ont pu prendre part à la réunion du ENAAT.

Des discussions intenses

La rencontre a débuté par une table ronde publique à l'Université de Zurich. Les participants étaient les suivants : pour le GSsA, le membre du comité Jo Lang ; la conseillère nationale socialiste saint-galloise Barbara Gysi ; Ann Feltham de la campagne britannique contre le commerce des armes et Wendela de Vries de la Campagne néerlandaise « Tegen Wapenhandel ». Ces intervenant-e-s ont contribué à éclairer le commerce européen des armes et sa résistance sous différents angles.

Les deux jours suivants, des ateliers portant sur divers sujets, tels que l'utilisation croissante de drones, les avancées du nouveau traité international sur les armes nucléaires ou encore la résistance contre le financement de la production d'armes par les banques, ont été organisés. Les militant-e-s ont chaudement débattu des conséquences du nouveau traité de l'ONU relatif au commerce des armes (ATT). Les discussions ont duré jusqu'au petit matin. De nombreuses organisations craignent que leurs gouvernements prennent l'ATT comme excuse pour affaiblir les lois nationales. En Suisse, on constate de nombreux efforts faits dans ce sens par le lobby des armes.

GROUPE RÉGIONAL BÂLOIS

Action contre les sociétés de sécurité privée en Suisse

Le 6 juin, le Conseil des Etats a adopté la «Loi fédérale sur les prestations de sécurité privée fournies à l'étranger (LPSP) ». Le groupe régional bâlois avait organisé une action au préalable.

Par Flurina Felix

Dans l'après-midi du 5 juin, quelques militant-e-s du GSsA s'étaient rassemblé-e-s devant le siège de la holding Aegis au 22, Gartenstrasse, à Bâle. Avec le slogan «Les profits de la guerre sous couvert de neutralité suisse?», ils voulaient attirer l'attention sur le fait que la loi fédérale (LPSP) adoptée par le Conseil des Etats n'empêcherait pas la fourniture de services de guerre par des sociétés de sécurité établies en Suisse. La faible portée de cette loi pourrait même conduire à ce que d'autres entreprises de sécurité privée soient attirées en Suisse et fassent du bénéfice en offrant des services de guerre à l'étranger.

Le GSsA exige des mesures législatives strictes pour empêcher l'établissement en Suisse de ces sociétés de sécurité privée, et pour refuser

à celles-ci d'utiliser la neutralité pour couvrir leurs agissements belliqueux.

Poursuivre les protestations à Bâle

L'action devant le siège de la holding Aegis n'a malheureusement eu quasiment aucun écho médiatique. Le site de la télévision suisse-allemande srf.ch a utilisé la photo prise lors de l'événement dans une brève nouvelle. La légende trompeuse indiquait « Les protestations contre Aegis et d'autres sociétés de sécurité privée ont eu leurs effets », mais malheureusement pas dans le sens voulu par le GSsA. Par contre, un rapport plus long et détaillé avec photo de l'action a été publié par le journal «20 Minuten».

Pour le groupe régional bâlois, cela ne signifie pas l'arrêt des protestations contre l'établissement d'Aegis et d'autres sociétés de sécurité privée. Mais pour être mieux entendus, un soutien de tou-te-s les militant-e-s du GSsA dans la région de Bâle est nécessaire. Même si actuellement, le groupe requiert avant tout un fort soutien pour la campagne contre l'obligation de servir.



Action de protestation du GSsA-Bâle contre les sociétés de mercenaires en Suisse

La planification de campagne

(sp) C'est à Neuenegg (BE), en juin dernier, que s'est tenu le week-end de formation Fitamin. De nombreux militants de la Suisse allemande et de Suisse romande étaient présents pour l'occasion. Lors de cette rencontre, nous nous sommes engagés activement en faveur de l'abrogation du service militaire obligatoire.

En ce samedi matin, il pleuvait des cordes et nous étions à presque mille lieues de toute maison habitée. Nous avons énormément de choses à planifier et discuter concernant la votation du 22 septembre. Les activités de la journée ont été très fructueuses, notamment, le jeu de rôle des « POUR et CONTRE », l'initiative, ainsi que le brainstorming concernant les actions du GSsA.

Dimanche matin, nous étions tous un peu plus fatigués que prévu. Toutefois, le soleil étant revenu, nous avons encore bien avancé dans la planification de la campagne. Résultat des courses : c'était un week-end à la fois motivant et amusant !

Parce qu'on n'a pas tous
le temps de jouer à la guerre.

www.olivergenepa



Ne plus être forcés à effectuer le service militaire. Que ce soit avec des motivations d'ordre pacifiste ou libérale, beaucoup de jeunes soutiennent avec force l'initiative. Ils expriment leur incompréhension pour l'actuel système de conscription en distribuant des flyers et des affiches et en participant à des actions. La question centrale que se posent les conscrits est : à quoi bon cette contrainte militaire ? Où est l'ennemi qui justifie le fait qu'année après année nous sommes mis en casernes, embrigadés et préparés pour la guerre ? La réponse des adversaires de l'initiative laisse songeurs : soit ils détournent la question en disant que l'initiative conduirait à la suppression de l'armée, soit ils s'accrochent à des réalités totalement dépassées. Souvent ce sont d'anciens cadres de l'armée ou des traditionnalistes qui craignent pour leur modèle de société hiérarchisée, disciplinée et patriarcale, soudée autour de la défense nationale du territoire. En face de ces traditionnalistes on trouve des jeunes de 18 à 34 ans qui savent parfaitement combien l'obligation militaire est dépourvue de sens, quand elle n'est pas franchement nuisible.

L'initiative n'a pas seulement pour conséquence une réduction graduelle de la conception militaire, elle contribue également à dépasser des stéréotypes et à réduire la charge fiscale des contribuables et de l'économie. Les effectifs réduits de l'armée libèreraient des ressources financières et humaines en faveur des engagements civils, ouverts à toutes et tous.

Le 22 septembre:

OUI à l'abrogation du
service militaire obligatoire

GSSA



« L'armée suisse gaspille chaque année des milliards de francs. Avec la suppression de la conscription, on pourrait employer ces ressources pour s'attaquer aux vrais problèmes de notre époque. »

Carlo Sommaruga, Conseiller national, Parti socialiste

SERVICE CIVIL VOLONTAIRE

Rendre possible pour toutes et tous un engagement utile en faveur de la collectivité

La campagne autour de la votation du 22 septembre est logiquement dominée par la question de l'abolition de la conscription. Mais notre initiative inclut également un autre élément de progrès : le service civil devrait être à l'avenir ouvert à toutes et tous.

Par Felix Birchler

L'introduction du service civil a été un grand et long combat. Plusieurs générations d'objecteurs au service militaire ont fini derrière les barreaux en raison de leur opinion pacifiste. Leur conviction était bien trop dérangeante pour la Suisse hautement militariste de la guerre froide. Depuis 1994 seulement, il existe la possibilité d'effectuer un service civil pour les jeunes conscrits qui ne peuvent accorder le service militaire avec leur conscience.

Les lacunes du service civil actuel

Le service civil est un acquis important de la lutte antimilitariste et pacifiste en Suisse. Service de « remplacement », il a permis de soulager de nombreuses personnes qui, il y a encore 30 ans, étaient alors contraintes d'endurer l'armée. Dans sa forme actuelle, le service civil a toutefois deux défauts majeurs.

Le plus notable est déjà inscrit dans son essence même, à savoir qu'il est défini comme une simple solution de rechange. On reste dans le cadre rigide de d'obligation de servir et pour pouvoir y être engagé, on doit répondre aux mêmes exigences physiques que pour l'armée (être « apte »).

Le deuxième inconvénient de poids est que le service civil dure 1,5 fois plus longtemps que l'armée – volonté du législateur de ne pas le rendre trop attrayant ou de sanctionner ceux qui le font, c'est selon.

Pour un service volontaire à la communauté ouvert à toutes et tous

Le texte soumis en votation prévoit un service civil volontaire. Le service civil ne serait alors plus lié au service militaire et deviendrait indépendant. Ceci aurait notamment pour conséquence que les femmes, personnes déclarées « inaptes », et pourquoi pas aussi les étrangers, pourraient effectuer un service à la communauté. N'est-il pas injuste et injustifié qu'un engagement bénéfique pour la communauté ne puisse être accompli que par des jeunes hommes avec un passeport suisse ? Nous sommes d'avis que le service civil doit être ouvert à toutes et tous ; à toute personne souhaitant à un moment donné de son parcours professionnel quitter son activité habituelle pour s'engager auprès des personnes socialement fragiles, malades, âgées, handicapées, pour la protection de la nature ou pour tout autre engagement

utile à la société. Il est important à nos yeux que cet engagement soit volontaire. Nous ne voulons pas que le régime de « sanction » actuel soit remplacé par une nouvelle contrainte. L'obligation d'effectuer un service à la communauté – une idée de plus en plus répandue – est par ailleurs très complexe à mettre en œuvre (lire à ce propos le numéro 98 de notre journal). La Convention européenne des droits de l'homme indique que l'on ne peut forcer les citoyens à travailler. La seule exception à ce principe reste la conscription – nous l'espérons plus pour longtemps.



« Il est grand temps en Suisse aussi de mettre fin au service militaire obligatoire qui contraint les jeunes à s'enrôler dans une armée inadaptée aux risques de notre époque. »

Luc Recordon, Conseiller aux Etats, les Verts

EUROPE

Un modèle en voie de disparition

Le service militaire obligatoire est un modèle de recrutement en voie de disparition. Par Tobia Schnebli

Il s'était imposé en Europe au 19^{ème} Siècle à la suite des grandes guerres napoléoniennes et a connu son apogée avec les deux guerres mondiales (1914–18 et 1939–45) quand les états européens constituaient des armées de masse avec des millions de soldats envoyés sur les champs de bataille comme chair à canon. En Suisse, le service militaire obligatoire est devenu un pilier central de l'idée même de la « défense nationale du territoire ».

Après la fin de la guerre froide, en l'absence de scénarios crédibles de menaces d'invasion militaire de l'Europe, l'entretien des armées de masse, avec leur armement et infrastructure très coûteux ne se justifiait plus. C'est pour-

quoi, dans les deux décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide, pas moins de 19 pays européens ont abandonné le service militaire obligatoire (voir liste).

Raisons idéologiques

Est-ce que ces pays ont-ils « perdu » leur sécurité ? Sont-ils victimes d'armées de « Rambo » ? Ne savent-ils pas gérer leurs catastrophes naturelles ?

L'attachement acharné de la droite national-conservatrice suisse (principalement l'UDC) au maintien du service militaire obligatoire ne s'explique pas par des raisons objectives, mais plutôt idéologiques. Pour l'UDC, le service militaire obligatoire est nécessaire pour maintenir la fiction de la défense nationale et autonome de la Suisse, seule et isolée face au reste du monde ...

Liste des pays européens qui ont abandonné le service militaire obligatoire depuis 1990 :

- Albanie (2010)
- Allemagne (2012)
- Belgique (1994)
- Bosnie et Herzégovine (2006)
- Bulgarie (2008)
- Espagne (2002)
- France (2001)
- Hongrie (2004)
- Italie (2005)
- Lettonie (2007)
- Lituanie (2009)
- Pays-Bas (1996)
- Pologne (2009)
- Portugal (2004)
- Roumanie (2007)
- Suède (2010)
- Slovaquie (2006)
- Slovénie (2004)
- Tchèque (2005)

FEMMES ET ARMÉE

L'armée suisse, ses soldats, son chocolat

Les traditions, paraît-il, sont bonnes à respecter, car elles contribuent à la création d'une identité et d'une cohésion nationale. Mais quel genre d'identité ? Cela équivaudrait à affirmer la chose suivante : si tu es Suisse, tu aimes ton armée et tu ne veux surtout pas qu'on y touche. Vraiment ? Par Amanda Gavilanes

Force est donc de constater qu'il en va de l'armée suisse comme du chocolat : quiconque ose s'y attaquer est susceptible de se voir considérer comme un hérétique n'ayant rien compris aux « vraies valeurs » de la nation ou de la torrification. L'armée tout comme le chocolat, le fromage ou encore le secret bancaire, fait partie de ces mythes ancestraux dont on ne sait plus très bien pourquoi ils existent, mais que l'on continue tout de même à défendre coûte que coûte.

Hyper militarisation

Si l'on y réfléchit bien, il ne se passe pas un jour sans que l'on ne croise des hommes en uniformes dans la rue, à la terrasse d'un bistrot ou dans les transports publics. Dans ma poche, j'ai un couteau suisse. Mon mec range son FASS à côté de l'aspirateur. Et tout cela est plus que normal, car on a internalisé des valeurs et des normes relatives au militaire. Pour un pays qui se dit neutre, le paradoxe est saisissant et à la limite du soutenable. S'il est vrai que cette hyper militarisation de la société suisse est choquante, car elle contribue à une acceptation d'une culture symboliquement violente, que penser d'un pays qui s'obstine à réduire la notion de citoyenneté à celle de service de la nation, à travers cette appellation obsolète de « citoyen-soldat » ?

Prenons un exemple. C'est le matin. Papa, tout de treillis vêtu, se prépare à partir à son cours

de répétition, le fusil sous le bras. Maman fière et souriante, lui dit au revoir sur le pas de la porte. Les enfants observent leur géniteur, ce héros des temps modernes, d'un air perplexe et lui demandent : « Papa, pourquoi tu vas à l'armée ? ». C'est alors qu'entre en action la bonne vieille différenciation des rôles et ses vertus pédagogiques. En résumé, les garçons sont faits pour être des soldats et les filles, des mamans. Cela a le mérite de mettre en lumière un certain nombre de mécanismes et de raccourcis intellectuels. L'institution militaire est une des plus propices à la cristallisation des discriminations de genre, car elle est définie comme masculine. L'inclusion des femmes à titre volontaire, n'y change rien.

Transformer la société

Le GSsA propose dans son initiative « OUI à l'abrogation du service militaire obligatoire » de mettre enfin au placard ce reliquat de Guerre froide que constitue la conscription obligatoire. En effet, désacraliser l'institution,

la faire descendre de son piédestal traditionaliste qui veut qu'elle soit le ciment de la Confédération. Oser la reléguer au deuxième plan pour construire une société aux valeurs plus pacifistes, multiculturelles et égalitaristes. Voilà peut-être le plus grand défi qui nous attend ces prochaines années!





« Personne n'est inapte à servir la société de manière utile, c'est le système de conscription qui est inadapté ! »

Marianne Ebel, députée, solidarités

LA CONSCRIPTION NE FAIT PAS DE SENS

Reportage sur le service militaire

Beaucoup de militaires ne voient pas de sens dans ce qu'ils font pendant le service militaire. Pas très étonnant, puisque cela n'a pas de sens.

Par Lorenz Stalder

Le service militaire est caractérisé par son inactivité. Attendre pour courir, courir pour attendre. Alors qu'on est assis dans un pré, en attendant d'un ordre, et que l'on observe un insecte qui grimpe sur un fil d'herbe, on pense aux ami-e-s qui voyagent à l'étranger, qui commencent les études ou qui peuvent faire d'autres choses sensées. Plus tard durant les cours de répétition, la discipline se perd et les soldats se donnent plus de moyens pour tuer le temps. Le choix se porte très souvent sur l'alcool.

Abrutissement

Même si l'inactivité peut être destructive à terme, les moments d'activité à l'armée sont à juste titre encore plus redoutés. Car même en faisant abstraction des aspects physiquement fatigants et des vexations, les moments d'activité se caractérisent souvent aussi par leur absurdité. Se présenter tôt le matin à un appel, alignés, c'est quelque chose que des gens civilisés pourraient accomplir en moins de cinq minutes. Un sergent-major arrive pourtant, à force de cris, à prolonger l'exercice sans problème une demi-heure. Tout dépend de son état d'humeur. Après l'appel, on exerce les comportements adéquats en cas d'explosion d'une bombe atomique. Et de temps en temps l'on traverse d'un côté à l'autre la place d'ap-

pel de la caserne au pas de marche. L'après-midi, on va guetter « l'ennemi » dans la forêt et on l'attaque par surprise. Marcher d'un côté à l'autre. Appel. Le soir, à la théorie, on apprend à évaluer les chances de survie au point d'impact de l'explosion atomique, ainsi que dans un rayon de cinq et dix kilomètres. Personne n'a vraiment envie d'apprendre cela.

Un monde irréel

Il est fort probable que la direction de l'armée elle-même sache parfaitement que les activités menées par l'armée suisse ne font pas de sens. On n'essaie même pas, préalablement, de convaincre les recrues de l'utilité de l'armée pour la société. Mais plutôt de rendre attractif le service militaire en faisant miroiter des avantages personnels. Notamment le fait de grader dans l'armée est supposé procurer de grands avantages pour la carrière professionnelle

dans l'économie privée. Mais est-ce que des sous-officiers acquièrent des compétences de conduite du personnel lorsqu'ils donnent des coups de pied dans les jambes aux subalternes qui ne sont pas parfaitement alignés ? Il faut espérer que non.

Il n'est dès lors guère étonnant que le service militaire apparaisse aux soldats comme dénué de sens et absurde. L'armée constitue aujourd'hui une société parallèle qui n'a pas de relation avec les besoins de la société réelle. Le service militaire obligatoire retire de trop nombreux hommes de leur vie habituelle et les contraint à s'immerger dans le monde surréaliste de l'armée. Il se peut qu'il y ait encore des personnes qui se laissent enthousiasmer par l'armée. On n'empêchera pas à ceux-ci de pouvoir jouer à la guerre. Mais épargnons cela à tous les autres.

EFFECTIFS DE L'ARMÉE

L'armée de conscription est trop grande et trop chère

Le service militaire obligatoire gonfle les effectifs et les dépenses.

Par Jo Lang

L'armée suisse est, par rapport à la population du pays, de loin la plus grande armée en Europe. L'effectif de 100'000 soldats voulu par le parlement est quatre fois plus grand que celui de l'Autriche et de la Finlande, six fois plus grand que celui de la Suède et dix fois plus grand que celui de l'Irlande. L'Allemagne, membre de l'Otan, 82 millions d'habitants, veut réduire le nombre de ses soldats à 182'000.

Le « Sonderfall » suisse

Avec son nombre très élevé de soldats, la Suisse est un cas à part. Le rapport sur l'armée 2010 montre que cela est absurde, même du point de vue militaire. Le Conseil fédéral proposait d'affecter 80'000 soldats de la manière suivante : 22'000 à la défense, 35'000 pour les événements exceptionnels à l'intérieur, 1'000 pour des engagements à l'étranger et 22'000 pour les prestations de base correspondant à ces trois affectations. En retenant simplement la répartition sur les trois « fronts », on arrive à plus de 60% des effectifs pour l'aide en cas de catastrophe

et d'autres « services d'appui ». Cela est grotesque si l'on considère que ces dix dernières années, sur un total de 60 millions de jours de service militaire effectués, à peine 0,06% ont été consacrés à l'aide en cas de catastrophe.

Avec un grand nombre de soldats, on a besoin d'autant plus de matériel militaire et de moyens de transport. Une réduction de la taille de l'armée à un tiers de l'effectif de 100'000 hommes souhaité par le parlement permettrait une réduction des dépenses militaires de 5 à 2,5 milliards – pour autant que l'on renonce aussi à l'achat de nouveaux avions de combat. Par ailleurs, les dépenses hors-budget pour l'assurance militaire, la part du service de la dette et les dépenses des cantons et communes pour la défense nationale diminueraient encore d'environ 200 millions.

Les coûts indirects pour l'économie

Plus importante encore serait la baisse massive des coûts d'opportunité supportés actuellement par l'économie. Les coûts d'opportunité sont occasionnés par les absences du travail en raison du service militaire. Ces coûts représentent les manques à gagner que ces absences occasionnent. Avec 6 millions de jours de ser-

vice militaire, ces coûts s'élèvent à près de 4 milliards de francs (6 millions x 8,5 heures par jour x 75 francs de productivité par heure). Avec une baisse à 5 millions de jours de service, ces coûts d'opportunité s'élèveraient encore à 3,2 milliards de francs. Cela sans même compter les pertes économiques et personnelles provoquées par l'empêchement de la formation professionnelle et académique.

Pourquoi le Conseil fédéral propose-t-il une armée de 80'000 hommes, alors qu'il n'en prévoit que 22'000 pour la défense ? Et pourquoi

la droite bourgeoise veut augmenter ces effectifs à 100'000 ? La seule explication se trouve dans le maintien du service militaire obligatoire. Celui-ci devient intenable avec un effectif en dessous des 80'000. Avec cet effectif et avec 5 jours de répétition, il ne faut plus que 16'000 soldats pour chaque classe d'âge annuelle. Même si l'on ajoute les civilistes, cela veut dire qu'à peine la moitié des jeunes conscrits (40'000 chaque année) effectueraient le service militaire. C'est pourquoi les réformateurs de droite comme Rainer Eichenberger, Hans-Ulrich Ernst, Karl Haltiner ou Pierre Maudet considèrent que le modèle de service militaire obligatoire est dépassé.

LE SERVICE MILITAIRE AU QUOTIDIEN

Œufs entiers et rituels primitifs

Les soldats qui effectuent leur premier cours de répétition sont souvent soumis à différentes formes de bizutage. Le service militaire obligatoire, tel que nous le connaissons en Suisse, force les jeunes hommes à se soumettre à de tels rituels. Par Elango Kanakasundaram

L'armée est traditionnellement un groupe d'hommes. Le fait que les hommes, quand ils sont entre eux, aient des comportements plus primitifs que lors qu'ils sont en présence de femmes, correspond à un cliché. Dans l'armée ce cliché est bien vécu et alimenté. Mâcher et avaler des œufs crus avec la coque, consommer de l'alcool à 95% et effectuer un parcours sur la piste de combat, servir le repas en slip aux camarades : voici quelques exemples de bizutage auxquels étaient soumis les nouveaux arrivés au bataillon de chars à Bure en septembre 2011.

La pointe de l'iceberg

Mais le bizutage n'est que la pointe de l'iceberg : au retour du service militaire, les soldats racontent des visites collectives au bordel, des expressions et agissements sexistes, du fétichisme des armes, des punitions collectives,

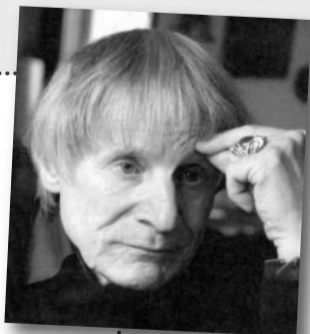
des humiliations et des pressions exercées par le groupe. Ces faits et comportements ne constituent pas de déplorables exceptions, mais ils sont systématiques. Parce que les soldats doivent être « formatés » pour correspondre à une image archaïque du mâle. C'est seulement de cette manière qu'ils sont capables de tuer d'autres êtres humains dans les guerres. Cette transformation voulue d'hommes en « vrais hommes » libère une violence sexuée, qui trouve son expression dans les agissements décrits plus haut.

La pression du groupe

Il n'est guère surprenant que dans les pays en guerre se produisent très souvent des viols de femmes dans la population civile ou des humiliations sexuelles imposées à des ennemis mâles. Le bizutage est une expression de cette masculinité. Pourquoi les soldats ne refusent-ils pas de s'y soumettre ? Probablement à cause de la pression du groupe. Celui qui n'y prend pas part en est exclu. L'obligation du service militaire pour les jeunes hommes empêche l'émancipation face à ces modèles archaïques de masculinité. C'est une raison de plus pour dire Oui le 22 septembre à l'abrogation du service militaire obligatoire.

« Je trouverais super d'avoir une armée de volontaires, sans armes ni avions mais qui s'engage pour l'aide en cas de catastrophe, l'aide sociale, des actions de sauvetage, etc. Peut-être aurait-elle besoin de quelques hélicoptères, mais certainement pas de nouveaux avions de combat. »

Dimitri, Clown



« En tant que parents, nous avons le devoir de faire en sorte que nos enfants soient libérés du service militaire obligatoire. »

Rita et Martin Parpan-Küng avec Mattia, Nicola et Sina, Winterthur

Le bouche à oreille

Il est important de communiquer avec ses amis et parents, afin de partager avec eux les arguments du oui et de mettre en lumière la faiblesse des arguments de l'autre camp. L'aspect le plus fondamental est de faire prendre conscience au gens de l'absolue nécessité d'aller voter et de les y inciter. Un petit rappel par SMS avant le 22 septembre est parfois le bienvenu pour ceux qui se lèvent tôt les dimanches et se déplacent pour aller voter!

Groupes régionaux GSsA

Engagez-vous au sein d'un groupe régional du GSsA ! Avec l'aide d'autres militants, vous avez la possibilité de prendre part et de planifier des actions originales, ainsi que de distribuer des flyers et des autocollants, afin de disséminer notre message aux quatre vents ! Plus d'informations sur le site www.gssa.ch

La campagne, même au bistrot !

La campagne est rapide et intense. Les semaines avant le vote sont cruciales. Les associations et les partis politiques disposant de moyens financiers conséquents, dont la présence est assurée sur les panneaux d'affichage, seront-ils déterminants dans la formation de l'opinion ? Ou, au contraire, les individus lambda seront-ils au centre d'une nouvelle impulsion politique ? Dans le cadre de la campagne sur l'abrogation du service militaire obligatoire, les rôles sont clairement définis. D'un côté, on retrouve les clubs de tir, les sociétés d'officiers ainsi que les partis conservateurs. De l'autre côté, il y a nous, le GSsA. Et nous comptons sur vous !

Votre engagement est important !

En fin de compte, tout dépend de votre engagement personnel, de celui de vos amis et de tous ceux qui croient en l'affaiblissement des valeurs militaristes et du renforcement des valeurs citoyennes ! Ensemble, nous parviendrons à organiser de nombreux événements, à distribuer des dépliantes et coller affiches !

La campagne référendaire sur Internet

Sur le site des comités de soldats pour l'abolition de la conscription, vous trouverez des vidéos drôles ou choquantes, des photos ainsi que des anecdotes et témoignages.

Aidez-nous à diffuser le site auprès de vos amis: www.diebestearmeedewelt.ch
Rejoignez notre page Facebook (<https://www.facebook.com/finconscription?fref=ts>) et invitez vos amis. De la sorte, vous et vos amis resterez informés et ne manquerez pas la date du vote !

GRUPE GIARDINO

Des adversaires insipides

Il était attendu que la campagne pour l'abrogation du service militaire obligatoire ouvrirait d'intenses débats. Il est, toutefois, frappant de constater que certains de nos adversaires n'ont aucun scrupule à viser bien au-dessous de la ceinture. Par Beni Müller

L'assemblée générale du GSsA s'est tenue au mois d'avril dernier, afin de s'entendre sur les lignes directrices de la campagne sur la conscription obligatoire. A cette occasion, un membre du groupe Giardino était présent. Celui-ci a publié un rapport suite à cette réunion. Sur le site internet de Giardino, l'aspect émotionnel a complètement pris le dessus. Les commentaires ont été émaillés de propos diffamatoires, décrivant les militants du GSsA comme «des types totalement délirants» et «formant une meute des singes». Le comble du mauvais goût a été atteint par un commentaire, qui a regretté que Jo Lang n'ait pas été tué lors de l'attentat du Parlement zougnois en 2001. Giardino a refusé, jusqu'à récemment, de supprimer le commentaire. L'auteur l'a finalement retiré, après qu'il ait été publié dans les médias.

Selon Giardino, les menaces de mort sont comprises dans la liberté d'expression, qui est un droit inéluctable de notre démocratie directe. Cela n'est pas tolérable !

Angoisse existentielle

Au-delà de ce débat-là, il y a aussi l'attitude dictatoriale de nos opposants. Par opposants, il faut comprendre les sociétés d'officiers, ainsi que les lobbies de la défense. En effet, la présidente de la société des officiers de Bâle déclarait dans une interview craindre pour leur existence. Les tireurs ont évoqué des craintes similaires, car sans subventions financières et les privilèges qui vont avec grâce pour le service militaire, ils verraient leurs activités diminuer massivement. D'où le fait que leurs arguments soient infondés. Les deux crédo des tenants du service militaire obligatoires sont clairs : certains pensent encore que l'on se trouve en pleine Guerre froide ; d'autres se battent pour leurs propres intérêts. Toutefois, les citoyens, qui s'intéressent véritablement à la question, ont fondé un comité et s'engagent en faveur de l'abrogation du service militaire obligatoire !

Commandez votre matériel gratuitement

Des dizaines de milliers d'autocollants, des affiches et des dépliantes attendent les plus motivés d'entre vous ! Répartissez-les dans votre cercle d'amis, parmi vos proches et aidez-nous à diffuser le message de l'initiative ! Contactez-nous par e-mail à gssa@gssa.ch ou envoyez-nous le coupon dûment rempli par la poste.

Argent et militaires !

La campagne de nos adversaires, menée par les lobbies des armes et de la défense ainsi que par le Gouvernement, a un budget de plusieurs millions ! De notre côté, nous ne bénéficions pas de subventions gouvernementales. Mais chaque flyer, chaque autocollant, chaque affiche coûte de l'argent ! C'est pourquoi, chaque don compte : CP 12-11508-2



Nous recherchons...

- Nb de personnes... produit : affiches _____ / flyers _____ / autocollants _____
- Des personnes susceptibles d'aider le secrétariat pour l'envoi de matériel.
- Des soldats désirant faire partie du Comité de soldats en faveur de l'initiative.
- Des lecteurs de journaux pour écrire des lettres de lecteurs.
- Des idées d'affiches pour la page Facebook.
- Des organisations employant des civilistes qui plaident en faveur d'un service civil volontaire pour tous.
- Toute autre bonne idée pour la campagne !

Nom/adresse/Mail :

Ecrivez-nous à gssa@gssa.ch
ou envoyer le coupon à GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8



LES ILLUSIONS DE GAUCHE

Le mythe du service militaire obligatoire

L'abrogation du service militaire obligatoire implique la possibilité d'une armée de milice de volontaires. À côté des fans de l'armée, il y a aussi quelques personnes de gauche qui plaident pour le maintien du service militaire obligatoire.

Par Elango Kankasundaram

L'acceptation de l'initiative « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire » comporterait la mise en place d'une armée de milice volontaire. Les jeunes hommes et les jeunes femmes pourraient décider eux-mêmes s'ils ou elles veulent effectuer le service militaire. Il y a aussi quelques représentants de gauche qui répètent la crainte qu'une telle armée attirerait surtout des fanatiques à la gâchette facile, des «Rambos». Le service militaire obligatoire constituerait à leurs yeux un antidote à ce danger parce qu'il garantirait la présence de toutes les sensibilités, y compris politiques, présentes dans la société.

Une garantie illusoire

En y regardant de plus près, cet argument se révèle inconsistant. Aujourd'hui déjà, seuls 30% des jeunes conscrits effectuent tous leurs jours de service. La partialité de l'obligation commence au recrutement, où les cantons romands et les régions urbaines connaissent des taux d'inaptitude au service militaire beaucoup plus élevés que les régions de campagne en Suisse alémanique. Cette partialité est encore fortement accentuée par la sortie des rangs de l'armée de tous les conscrits qui effectuent le service civil. Finalement la composition des effectifs de l'armée ne reflète pas du tout la diversité sociale, culturelle et politique de la société. Le danger d'attirer des personnes dangereuses dans l'armée est contré avec l'examen de sécurité introduit en 2011 pour tous les nouveaux militaires incorporés dans l'armée. En 2011, près de 2000 personnes n'ont pas été admises dans les rangs parce qu'on estimait qu'elles pouvaient mettre en danger leur entourage ou elles-mêmes. Cet examen serait certainement maintenu en cas d'acceptation de l'initiative.

EXPORTATION D'ARMES

La Suisse exporte-t-elle à nouveau des armes vers l'Arabie Saoudite et le Pakistan ?

Les partis politiques bourgeois sécuritaires veulent à nouveau modifier la législation en matière d'armement. Et cela même pour les pays qui sont en violation flagrante du droit humanitaire et des libertés civiques. L'opposition est annoncée.
Par Andreas Weibel

Les armes légères sont les véritables armes de destruction massive de notre époque. Chaque année elles tuent, ces dernières tuent environ un million de personnes. Selon le nouveau rapport du Small Arms Survey, la Suisse est le cinquième producteur mondial pour de telles armes. Les principaux clients de la Suisse pour l'industrie de l'armement étaient dans en 2012, l'Ukraine, l'Inde ou encore les Emirats Arabes Unis. Or, personne ne sait où ces armes finissent réellement. Le contrôle en la matière étant lacunaire.

La majorité bourgeoise de la commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E) exige que la loi relative à l'exportation de matériel de guerre, qui est à l'heure actuelle assez permissive, le soit encore davantage. Si cette motion est acceptée en commission, les exportations d'équipements militaires seraient autorisées même si l'Etat bénéficiaire des exportations est en violation grave des droits humains.

Concrètement, on parle ici de commandes lucratives de matériel de guerre du Pakistan et de l'Arabie Saoudite. Ce qui a déclenché la proposition de CPS-E, c'est le refus de la part du Conseil fédéral d'accorder une licence d'exportation pour des milliers de pistolets en faveur de l'Arabie Saoudite. Ce sont les mêmes politiques qui justifient les augmentations du budget militaire avec l'argument de la terreur/sécuritaire qui cautionnent l'armement d'un

régime radical, fondamentaliste pour autant que quelques managers puissent en tirer profit. Cela est particulièrement cynique de la part de Corina Eichenberger, membre PLR de la CPS-E, qui a dit devant le conseil fédéral ne pas vouloir livrer d'armes à l'Arabie Saoudite pour des questions d'image.

Il n'y a que le profit qui compte

La CPS-E justifie la tentative de coupe à blanc dans les réglementations d'exportation de matériel de guerre par un rapport sur la législation suisse sur le matériel de guerre, que la Conseil fédéral a commandé à l'ancien sénateur, Bruno Frick. (Le même Bruno Frick est en procès actuellement à Schwytz). Frick essaye de montrer comment l'industrie suisse de l'armement est « défavorisés » par rapport à d'autres pays, en raison de la législation locale. Cependant, ce rapport a tendu à prouver tout

le contraire : la réglementation suisse, en comparaison avec celle d'Etats tiers, reste encore assez bienveillante en la matière. Que le rapport ait pointé du doigt des résultats autres que ceux escomptés, ne semble pas inquiéter les politiciens outre mesure. De même, les quelques médias qui ont relayé ces résultats, ont repris les revendications de la CPS-E sans les remettre en question.

Le GSsA fera tout son possible pour empêcher l'érosion de la loi sur le matériel de guerre. Il n'est pas possible que la Suisse renonce à sa tradition humanitaire et sa neutralité, à des fins de profits économiques !

AVIONS DE COMBAT

Le calme avant la tempête

Bientôt débute la session d'automne, et tant au Conseil national qu'au Conseil des Etats, encore une fois, il sera question des avions Gripen. La Commission de la politique de Sécurité (CPS) avait reporté ce sujet, dans l'espoir d'obtenir des éclaircissements sur les contrats.
Par Daniela Fischer

Des questions restent encore ouvertes concernant les modalités de paiement et les détails concernant les pénalités. Par ailleurs, la CPS a demandé à voir les contrats entre Saab et la Suède. Il s'agit avant tout d'obtenir des garanties, en outre, d'autres détails techniques entrent également en jeu, si Saab ne respecte

pas les délais de livraison des avions de combat Gripen.

En menant une campagne pour le Gripen à grande échelle en Suisse, les représentants de Saab tentent de présenter leur société comme un partenaire de négociation fiable, afin de vanter le Gripen comme le plus approprié des avions de combat.

D'un côté les optimistes...

Le directeur général adjoint de Saab, dans une interview à la NZZ, s'est montré confiant que le Gripen atterrira un jour en Suisse.

Bien que la publicité pour les marchandises d'armements suédoises continue, les partis en négociation ne sont pas encore prêts à

présenter publiquement des résultats. Face aux médias, ils n'ont laissé entendre jusqu'ici que les négociations étaient « intenses » mais « constructives ». Egalement, le chef de la Communication du DDPS, Peter Minder, est très discret sur la question. Il ne laisse pratiquement rien paraître du déroulement des discussions.

...les pessimistes de l'autre

Depuis des années et même dans les cercles traditionnels proches des militaires, le doute devient de plus en plus important concernant le projet d'achat de Gripen. Ainsi, même si les négociations « intenses » sont vraiment « constructives », et que toutes les questions en suspens seront résolues d'ici octobre, les voix critiques ne seront pas facilement réduites au silence. De toute façon le GSsA, avec d'autres opposants saisira le référendum contre cet achat absurde.

PROTECTION FACE À LA VIOLENCE DES ARMES

Une amélioration dans l'enregistrement des armes

Le Conseil fédéral a mis en consultation une modification de la loi qui correspond à l'une des demandes de l'initiative « pour la protection face à la violence des armes ».
Aujourd'hui encore en Suisse plus d'un million d'armes à feu se trouvent dans les ménages sans être enregistrées.

Par Seraina Patzen

La « loi fédérale sur l'amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes » porte sur trois points. Lorsqu'un tribunal a le soupçon qu'une personne impliquée dans une procédure judiciaire pourrait mettre en danger une autre personne ou soi-même, il doit en informer l'armée. Celle-ci peut décider de manière autonome si elle veut enlever l'arme de service à cette personne ou non.

Le deuxième point concerne l'enregistrement des armes. Jusqu'à présent, chaque canton tenait son propre registre des armes. En plus, il existe un registre de la Confédération. Il n'est pas encore possible pour les autorités d'effectuer une recherche simultanée dans tous les registres. Avec la nouvelle loi, cette recherche simultanée dans tous les registres sera possible. Si, par exemple, un détenteur d'une arme déménage dans un autre canton, la police aura immédiatement accès aux données enregistrées au lieu de domicile précédent.

De plus, et c'est le troisième point, il faudra enregistrer toutes les armes à feu non enregistrées. Cela concerne les armes qui ont été achetées avant 2008 (avant l'adaptation au droit Schengen de la loi sur les armes) et qui n'avaient jamais été enregistrées, ainsi que les armes

militaires qui sont devenues propriété privée après la fin des obligations de service. Celui qui n'enregistrera pas son arme dans le délai d'une année devra payer une amende.

La nouvelle loi facilitera l'échange d'informations importantes entre les différentes autorités et améliorera l'information sur les détenteurs d'armes. Cela est nécessaire et pertinent. Avec l'initiative « pour la protection face à la violence des armes » rejetée en 2011, le GSsA demandait aussi un registre des armes centralisé.

Mieux protégés face à la violence des armes ?

Ces améliorations suffiront-elles ? Elles ne concernent pas la demande principale de l'initiative. Les personnes incorporées à l'armée continueront à conserver leur arme militaire à



leur domicile en dehors des périodes de service et ces armes ne seront pas enregistrées auprès d'une autorité civile. Cela concerne aujourd'hui environ 200'000 armes à feu.

L'enregistrement des armes non enregistrées sera une tâche laissée aux cantons. Il faudra encore vérifier de quelle manière tous les cantons effectueront cette nouvelle obligation. Après l'enregistrement, le prochain pas devra être la remise des armes. Il serait opportun que la Confédération effectue une campagne de grande envergure pour demander à tous les détenteurs d'armes de les rendre. Il est certain que cela sauvera des vies humaines et empêchera des actes terribles de violence. Le GSsA participera à la procédure de consultation.



Amanda Gavilanes



Angèle Bilemjian

Nouveaux visages à Berne, Zurich et Genève

(std) L'équipe du secrétariat du GSsA a connu, ces derniers mois, de nombreux changements. A Zurich, deux nouveaux secrétaires, à savoir Daniela Fischer et Tobias Estermann ont été nommés. Ils sont tous deux originaire d'Argovie et étaient déjà précédemment membres du GSoA.

A Berne, Benjamin Mueller, membre de longue date du GSoA, a entamé une collaboration régulière et contribue à apporter sa motivation et ses connaissances.

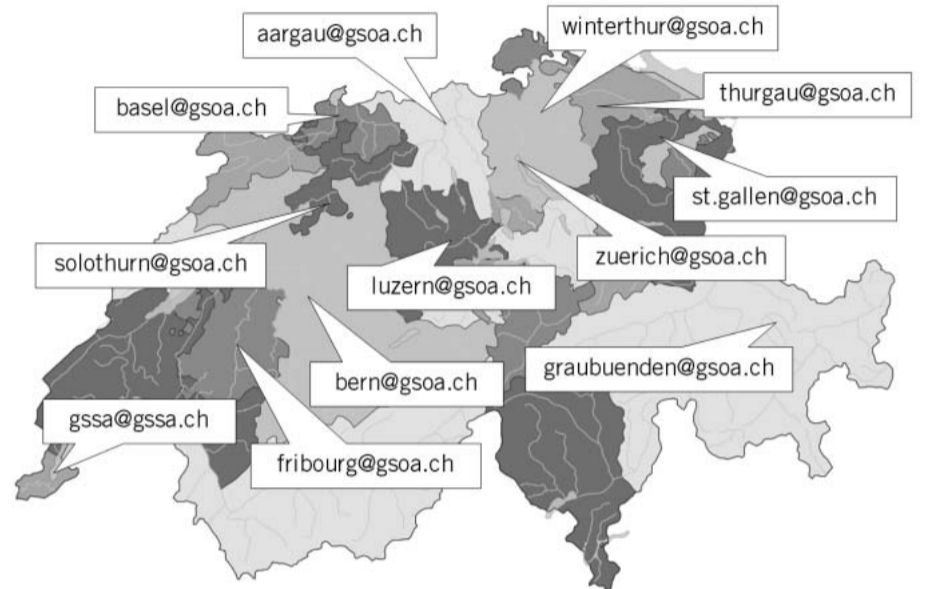
A Genève, on retrouve deux femmes au secrétariat : Amanda Gavilanes, membre du comité du GSsA Genève depuis 2011, et Angèle Bilemjian, ancienne coordinatrice de la campagne pour l'asile.

Afin de compléter nos effectifs dans le cadre de la campagne pour l'abrogation du service militaire obligatoire, nous avons décidé, d'engager Elango Kanakasundaram qui travaillera pour le GSoA, jusqu'à fin septembre 2013.

Tous les secrétaires du GSsA, en plus de leur travail rémunéré, effectuent de nombreuses heures de bénévolat, afin de mener à bien l'initiative « OUI à l'abrogation du service militaire obligatoire ». Nous nous réjouissons, par avance, des échanges intenses, instructifs et passionnants que nous aurons entre nous, mais également avec nos membres et sympathisants dans le cadre de cette votation.

Devenez un membre actif dans votre région !

Les groupes régionaux constituent l'épine dorsale du GSsA. Vous participez aux activités du GSsA Suisse et organiser des actions et des événements divers. Actuellement, nous nous apprêtons à voter sur l'initiative « OUI à l'abrogation du service militaire obligatoire ». Nous sommes également sur le point de lancer un référendum ou une initiative contre l'achat de nouveaux avions de combat ! Vous avez envie de vous impliquer plus activement ? Dans ce cas, n'hésitez pas à nous contacter via l'une des adresses ci-dessous ! Au plaisir de vous rencontrer !!



Nous dépendons de vos dons !

La campagne sur l'initiative « OUI à l'abrogation du service militaire obligatoire », ainsi que le référendum sur les avions de combat, nous coûtent beaucoup d'argent ! Et cela, malgré un fort engagement de la part de nos militants bénévoles ! C'est pourquoi, il nous faut trouver de l'argent pour mener à bien nos campagnes d'affichage et de publicité. Grâce à vos dons – quel qu'en soit le montant, petit ou grand ! – vous avez le pouvoir de nous aider à concrétiser nos actions et à participer à la réussite de nos initiatives ! D'avance, nous vous remercions chaleureusement !

Matériel

Bon de commande

Nom/Prénom

Rue/Numéro

NPA/Lieu

Tél.

E-mail Inscription à la newsletter

Commande

<input type="checkbox"/>	T-shirt Avions de combat femme	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	28.–	
<input type="checkbox"/>	T-shirt Avions de combat homme	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	28.–	
<input type="checkbox"/>	Couteau Suisse du GSsA		25.–	
<input type="checkbox"/>	Drapeaux PACE		12.–	
<input type="checkbox"/>	Autocollants de campagne			Gratuits
<input type="checkbox"/>	Autocollants « l'armée, ça tue, ça pollue et ça rend con »		1.–	
<input type="checkbox"/>	Autocollants « War is not the answer »		2.–	

Je veux devenir membre du GSsA : salarié 100.– non salarié Fr. 50.–

Dons : 50.– 20.– 10.–

Je veux devenir membre actif : contactez-moi

Frais de Port

3.–

Somme totale

Commande : GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8, Tél. 022 320 46 76



Impressum

ISSN 1663-5701

Paraît au minimum 4 fois par an.

Rédaction : Patrick Angele (pa), Cordula Bieri (cb), Angele Bilemjian (ab), Felix Birchler (fb, responsable), Andreas Cassee (ac), Tom Cassee (tc), Stefan Dietiker (std), Adi Feller (ad), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Fabian Hubeli (fh), Chrigi Hug (ch), Karin Jenni (kj), Elango Kanakasundaram (ek), Josef Lang (jl), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzc (np), Rahel Ruch (rr), Tobias Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw), Remo Ziegler (rz), Jonas Zürcher (jz)

Mise en page : Regula Meili **Impression :** ROPRESS Zürich

Tirage : 6'000 exemplaires

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office.

Articles et lettres : à adresser au secrétariat romand du GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8

Tél. : 022 320 46 76 **E-mail :** gssa@gssa.ch

